

De la délicate gestion des attentats de Mumbai

Introduction

L'armée de la République Islamique du Pakistan - ou du moins sa tendance la plus radicale - continuerait-elle donc de considérer la définition de la politique étrangère nationale telle sa *chasse gardée* ? Et le volet des relations indo-pakistanaises relèverait-il de sa seule gestion, tandis qu'elle refuserait d'envisager qu'un gouvernement civil en use pour assurer sa consolidation ? Au lendemain des attentats de Mumbai (ville située dans l'Etat indien du Maharashtra) du 26 novembre 2008, un parallèle s'est comme naturellement établi dans l'esprit de plusieurs observateurs du sous-continent : tout comme le conflit dont la région de Kargil fut la scène sonna le glas - au milieu de l'année 1999 - d'un rapprochement indo-pakistanaïen prometteur¹, les attentats de Mumbai mettent en péril d'importantes négociations qu'entama (sous la pression américaine) l'administration Musharraf au début de l'année 2004². Peu après son coup d'Etat du 12 octobre 1999, le Général Pervez Musharraf avait - au demeurant - tenté de reprendre la voie du dialogue, proposant la tenue d'un sommet que la ville (indienne) d'Agra avait accueillie au mois de juillet 2001.

Une fois n'est pas coutume à considérer la partialité de nombre de ses positions, la *communauté internationale*³ joua un rôle clé. Son intervention permit au Premier ministre Manmohan Singh, soucieux de poursuivre l'inclusion de l'Union indienne au sein du *club* des puissances mondiales, de montrer qu'il dirigeait une nation responsable. Au demeurant les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui entretiennent des liens étroits avec le Pakistan, mais également l'Union Européenne continuent d'exercer une pression mesurée sur cet Etat. Ils l'appellent à l'adoption de mesures propres à démontrer sa volonté d'éradiquer - sur son sol - un phénomène terroriste dont nul ne parvient d'ailleurs à précisément déterminer la nature. Outre la nécessité d'éviter toute escalade entre les adversaires indien et pakistanaïen qui disposent désormais tous deux de l'arme nucléaire, les puissances mondiales dominantes nourrissent deux autres préoccupations. Elles s'efforcent d'assurer la pérennité du gouvernement civil pakistanaïen dont elles apprennent - faute de mieux - à s'accommoder. De plus, elles cherchent à répondre à des objectifs stratégiques immédiats qui ont trait à la difficile position de la Force internationale d'assistance à la sécurité (*International Security Assistance Force, ISAF*) en Afghanistan. En effet, tout conflit sur sa frontière orientale pousserait Islamabad à dégarnir sa frontière *occidentale*, alors que la situation dans ce que l'on nomme généralement les zones tribales⁴ pakistanaïennes mais également dans le Swat est inquiétante.

A tenter de comprendre (en cette fin du mois de janvier 2009) les attentats auxquels l'Inde fut confrontée du 26 au 29 novembre 2008, il est donc nécessaire d'examiner plusieurs dimensions. La chronologie des événements est, pour le moins, troublante. En outre, le déroulement du drame dénote d'une stratégie de terreur qui viserait à l'instrumentalisation de l'un des volets du malaise

¹Le 21 février 1999, le Premier ministre pakistanaïen Nawaz Sharif salua l'ère de paix qui débutait. L'on évoqua la *diplomatie du bus* (*bus diplomacy*) qui avait conduit à la Déclaration de Lahore. Parcourant une distance de cinquante-et-un kilomètres, le Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee s'était rendu d'Amritsar dans cette ville en autobus, ce qui se voulait un symbole : celui de la proximité de deux nations qui appartenaient jadis à la même entité.

²Les négociations étaient qualifiées de « composite » : le Pakistan, désireux d'engager le dialogue, se pliait aux vœux de l'Inde qui refusait que le Jammu et Cachemire fût - officiellement - considéré comme la question par excellence opposant les deux pays. Outre cet enjeu, New Delhi et Islamabad jugeaient nécessaire l'examen de plusieurs dimensions : celle de la paix et de la sécurité et donc de la question nucléaire, le statut ou l'arrêt, à tout le moins, de toute hostilité sur le glacier de Siachen, le projet du barrage de Wullar, le statut de Sir Creek, les enjeux du terrorisme et du trafic de drogue, la coopération économique et commerciale, enfin la promotion d'échange amicaux dans divers domaines.

³Nous jugeons l'usage d'italiques indispensable. Suite à l'effondrement du bloc soviétique et au déclenchement de la guerre du Golfe en effet, les médias - en particulier *occidentaux* - eurent de plus en plus fréquemment recours à une telle locution. Celle-ci souligne - certes, un peu rapidement - l'existence d'un *concert* réunissant la grande majorité des nations dont les décisions seraient dominées par le souci d'une politique étrangère strictement morale plutôt que par les considérations géopolitiques qui motivent tout Etat.

⁴Frontalières de l'Afghanistan à l'Ouest (le long de la *ligne Durand*), de la Province Frontière du Nord-Ouest (*North-West Frontier Province*) ainsi que du Balouchistan au Sud, les *Federally Administered Tribal Areas (FATA)* comprennent sept agences : Bajaur, Mohmand, Khyber, Orakzai, Kurram, le Waziristan du Nord et le Waziristan du Sud.

social indien : celui qui a trait à la délicate harmonie entre communautés religieuses. Reste que le gouvernement que dirige le Premier ministre Manmohan Singh est dans une position fragile : alors que les élections générales indiennes approchent, il lui faut obtenir - grâce au soutien de la *communauté internationale* - une collaboration pakistanaise dont l'importance serait à la mesure de l'affront subi.

Une troublante chronologie

L'Inde est désormais la triste scène d'attentats terroristes récurrents. Et le bilan, par exemple, des événements qui, le 11 juillet 2006, frappèrent le réseau ferroviaire de la ville de Mumbai et sa banlieue fut bien plus lourd que celui du récent drame (sept bombes explosèrent en l'espace de onze minutes, tuant 209 personnes). Cependant, les commanditaires des attentats initiés le 26 novembre 2008 ont adopté une stratégie à l'*ambition* spectaculaire. Ils s'employèrent incontestablement à semer une terreur durable dans l'esprit des citoyens, à tout le moins, indiens (toutes confessions confondues).

A comparer des scénarios similaires, notamment depuis la mise en œuvre - au début de l'année 2004 - d'un dialogue indo-pakistanaise qui se voudrait constructif, la succession des événements laisse une nouvelle fois songeur. Les gages que le gouvernement dirigé par le Président Asif Ali Zardari s'attacha à donner à l'Inde étaient encourageants. Le 24 septembre 2008, les deux pays annoncèrent que les échanges commerciaux entre le Jammu et Cachemire indien et l'*Azad Kashmir (Cachemire Libre)* pakistanaise⁵ débuteraient le 21 octobre suivant. Manmohan Singh et Asif Ali Zardari, qui s'entretenaient en marge de la session annuelle de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, indiquèrent que l'une de leurs préoccupations majeures avait trait à la lutte à l'encontre de toute forme de terrorisme⁶. En outre, ils affirmèrent leur souhait de parvenir, le plus tôt possible, à la normalisation des relations entre leurs deux pays. Était-ce là un vœu pieu, puisque nul n'ignorait la marge de manœuvre très réduite dont le gouvernement Zardari disposait ? Celui-ci, s'en tenant aux dossiers hérités du régime militaire, soulignait, en tout état de cause, sa volonté de susciter une véritable dynamique.

Le 10 octobre, le ministre des affaires étrangères indien, Pranab Mukherjee, fit une déclaration symbolique importante lors de la conférence de presse qui se tint, à Washington, à l'issue de la signature de l'*Accord 123*. Ce dernier autorisait l'Inde à bénéficier de l'assistance américaine dans sa production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Et Mukherjee affirmait que son pays n'était pas opposé à ce que les États-Unis fassent une offre semblable au Pakistan, lequel est également confronté à une insuffisance criante de sa production d'électricité. L'Inde, qui - tout comme le Pakistan - continue de refuser d'adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire, laissait-elle entendre qu'elle était prête à appuyer la quête de respectabilité de son voisin ?

Pour la première fois dans l'histoire des relations indo-pakistanaises, les conseillers à la Sécurité nationale indien et pakistanaise se rencontrèrent à New Delhi, le 12 octobre. Le Major Général Mahmud Ali Durrani, qui était désormais à la retraite, et Mayankote Kelath Narayanan évoquèrent la mise en œuvre d'une stratégie commune qui permettrait aux deux pays de lutter, ensemble, contre le phénomène terroriste.

Le 23 novembre, l'*Inter-Services Intelligence (ISI)* - qui constitue le service de renseignements pakistanaise par excellence - annonça la dissolution de sa branche politique. Il s'agit là d'une décision dont l'application laisse songeur. L'*ISI* a un rôle qu'il est aujourd'hui difficile de cerner. Mais il est probable que cet organe demeure l'instrument privilégié dont l'armée use autant pour s'assurer du contrôle intérieur du pays que pour défendre ce qu'elle

⁵Ces deux territoires sont séparés par une *ligne de contrôle* qui n'a donc pas le statut de frontière internationale. La *Line of Control (LoC)* est l'héritière de la ligne de cessez-le-feu que le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies définit au mois de juillet 1949 et qui fut quelque peu modifiée par les conflits ultérieurs.

⁶Zardari précisait cependant qu'il ne partageait pas l'analyse indienne quant aux événements qui rythment le Jammu et Cachemire depuis la fin des années 1980. Il s'en tenait à la position traditionnelle de son pays qui proclame appuyer - diplomatiquement - la revendication à l'autodétermination des musulmans de cet État de l'Union.

estime être les intérêts nationaux à l'étranger⁷. Autre événement notable ce 23 novembre : Asif Ali Zardari déclara que son pays n'aurait pas recours à l'arme nucléaire le premier si un conflit venait à l'opposer à son voisin. Il tentait de montrer qu'il visait à consolider un accord que l'Inde et le Pakistan avaient, dès 1998, signé : aux termes de l'*Agreement on the Prohibition of Attack Against Nuclear Installations and Facilities*, l'une et l'autre parties s'étaient en effet engagées à s'abstenir de toute attaque directe ou indirecte à l'encontre des installations nucléaires que l'adversaire avait mises en place.

Le 25 novembre 2008, les Secrétaires aux ministères de l'intérieur indien et pakistanais - Madhukar Gupta et Syed Kamal Shah - annoncèrent d'Islamabad la volonté des pays qu'ils représentaient d'accroître la coopération dans le domaine du renseignement. Désormais l'Agence fédérale d'investigation (*Federal Investigation Agency*) pakistanaise et le Bureau central d'investigation (*Central Bureau of Investigation*) indien s'attacheraient à combattre ensemble le terrorisme transfrontalier. Mais il est vrai que tout comme l'*ISI* est, au Pakistan, prééminente, la *Research and Analysis Wing (RAW)* indienne est l'agence de renseignements par excellence chargée de la sécurité du pays.

Ce fut la date du 26 novembre 2008 que les commanditaires d'une opération bien particulière choisirent de retenir. Ce jour-là, le ministre des affaires étrangères pakistanais, Shah Mehmood Qureshi, entamait - en Inde - une visite officielle dont la durée était alors de quatre jours. La France, qui s'apprêtait à accueillir une conférence régionale sur l'Afghanistan (à la mi-décembre), en profita pour indiquer qu'elle adhéraient à l'analyse proposée par les Etats-Unis : les perspectives du retour à la paix en Afghanistan étaient liées à la résolution de la question du Cachemire. New Delhi s'empessa néanmoins de souligner que ce dernier conflit procédait du seul règlement bilatéral indo-pakistanais : il indiquait implicitement qu'il restait fidèle à l'interprétation qu'il avait faite du traité de Shimla⁸ dès sa signature, le 2 juillet 1972.

Une stratégie de terreur

Un groupe de dix jeunes hommes, armés de fusils automatiques et de grenades, choisit d'opérer - à vingt-et-une heures - dans une zone densément peuplée de Mumbai : le Sud qui, du reste, suscite les faveurs des touristes. Le choix de l'heure permettait en tout état de cause aux *militants* (selon la terminologie dont on use dans le sous-continent indien) de débarquer discrètement sur une plage de la ville.

Tandis que des coups de feu résonnaient dans le restaurant Léopold, deux hommes firent irruption dans l'une des gares-clés du réseau ferroviaire de la ville, le terminus Chhatrapati Shivaji ; ils tirèrent sur les voyageurs, en tuant cinquante-huit. Ils traversèrent les hôpitaux Cama et Albless qui se situent aux abords de la gare, alors qu'ils essayaient - selon toute apparence - de prendre la fuite, un affrontement armé les opposant aux forces de l'ordre. Tentèrent-ils de trouver refuge au Centre Juif de Mumbai lequel, au demeurant, accueillait volontiers des touristes de cette confession ? Les enquêteurs israéliens tendirent, dans un premier temps, à privilégier cette hypothèse, les terroristes n'étant vraisemblablement pas prêts à faire face à un long siège. Toutefois, la retranscription indienne d'une conversation entre les *militants* et ceux qui constituaient sans doute leurs commanditaires plaide à l'encontre d'une telle conjecture : les

⁷Ainsi l'Inde dénonce-t-elle l'assistance matérielle que l'*ISI* a offerte et continue, à un degré bien moindre, d'offrir aux *militants* opérant au Jammu et Cachemire. Il faut ici saisir l'occasion de rappeler que l'*Inter-Services Intelligence* s'affirma durant le premier conflit afghan - qui fit suite à l'intervention soviétique (le 24 décembre 1979) dans ce pays -, tandis que le Pakistan fut officiellement chargé de coordonner l'aide *occidentale* aux résistants.

⁸Au terme de la guerre de 1971, le Pakistan fut contraint de se soumettre, tout au moins partiellement, aux conditions indiennes, contractant un Accord à Shimla (également appelé Déclaration de Shimla). Les deux belligérants affirmèrent leur détermination à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques, notamment grâce à des négociations bilatérales. Les deux parties s'engageaient ainsi à respecter l'unité nationale, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et la souveraineté de l'autre.

New Delhi affirmait désormais que le litige n'était plus du ressort des Nations Unies ou de tout autre forum international, mais pouvait trouver un règlement dans le cadre de négociations bilatérales. Le politologue pakistanais Mushtaqur Rahman (1996 : 132-133) précise toutefois que la position indienne selon laquelle l'Accord de Shimla admettait que le litige du Cachemire procéderait d'un règlement bilatéral n'était pas fondée. En effet, le paragraphe 1 (i) de la Déclaration stipulait que la Charte des Nations Unies présiderait aux relations entre les deux adversaires, alors le paragraphe 1 (ii) n'excluait pas « le recours à d'autres moyens de résolution des litiges et différends », conformément à cette même Charte.

seconds ordonnèrent aux premiers d'exécuter toute personne de religion juive, épargnant les musulmans (le cuisinier du Centre Juif était de confession musulmane).

Parallèlement à cette première opération, deux autres groupes s'attaquèrent - respectivement - à l'hôtel Taj Mahal et au complexe hôtelier Trident-Oberoi. La stratégie était *simple* : tirant à la volée sur les personnes qui se trouvaient à leur portée, ils s'installèrent à l'étage de ces deux bâtiments et se préparèrent à un long siège. Outre une volonté de semer la terreur parmi la population de Mumbai, les commanditaires des attentats du 26 novembre 2008 visaient à influencer négativement sur une manne importante de l'économie indienne, à savoir le tourisme qui, du reste, participe de la notoriété mondiale dont ce pays jouit. Ils cherchaient ainsi à durablement effrayer autant la clientèle étrangère aisée que les touristes aux moyens modestes ; il est de coutume que les visiteurs de Mumbai dînent ou déjeunent - à une reprise - au restaurant Léopold. Autre dimension : la volonté de s'en prendre à l'un des symboles de la réussite économique du modèle indien, à savoir les hôtels prestigieux. En effet l'élite politique et financière du pays - en dépit de la défaite des nationalistes hindous lors des élections générales de 2004 - demeure attachée au slogan de l'« Inde éclatante » (*Shining India*)⁹.

L'Etat du Maharashtra en appela rapidement à l'aide de la fédération. Durant une opération qui dura près de soixante heures, il fallut un important effectif composé de forces de l'ordre et de forces armées pour venir à bout de dix hommes. Le bilan était sévère : 183 personnes - dont 22 étrangers - trouvèrent la mort.

De l'instrumentalisation pakistanaise d'un malaise indien

Suite à l'attaque de l'hôtel Taj Mahal et du complexe hôtelier Trident-Oberoi, les terroristes parvinrent aisément à une importante prise d'otages, tandis qu'ils entamèrent un tri macabre. Ils étaient vraisemblablement chargés d'exécuter tout citoyen de nationalité britannique ou américaine. Serait-ce donc que l'Inde - comme le notent aujourd'hui plusieurs observateurs indiens - aurait diligemment adhéré à la politique étrangère que les Etats-Unis de George Bush définirent aux lendemains des drames du 11 septembre 2001 ? Ce serait là une conclusion hâtive. New Delhi, aspirant à une place de choix dans le nouvel *ordre international* qui se profilait, tenta, en premier lieu, d'instrumentaliser la nouvelle donne internationale à son profit. Il chercha, en effet, à susciter l'adhésion mondiale à une lecture particulière d'hypothèques intérieures. Puisque l'on faisait un usage *prodigue* du vocable de *terrorisme*, il visa à condamner - d'une façon définitive - les mouvements séparatistes dont le Jammu et Cachemire voire la région du Nord-est indien étaient les théâtres. Il n'envisageait guère la définition d'un véritable règlement politique qui viendrait appuyer voire se substituer aux opérations que ses forces armées menaient. Quant à l'attaque dont le Centre Juif de Mumbai fut la cible, elle s'expliquerait par la longue et discrète collaboration que l'Inde et Israël entretiennent. Ces deux Etats estiment notamment qu'ils ont été confrontés au terrorisme bien avant que les puissances mondiales, suite au 11 septembre 2001, ne prennent conscience de l'ampleur de ce phénomène.

Si l'on fait exception du Jammu et Cachemire et du Nord-est, le déclenchement des attentats terroristes qui affectent dorénavant l'Inde s'inscrit dans un contexte particulier : celui qui suivit la démolition - le 6 décembre 1992 - de la mosquée Babri d'Ayodhya (Uttar Pradesh) à laquelle les nationalistes hindous¹⁰ appelaient. L'harmonie intercommunautaire, que l'Inde pouvait se flatter de progressivement s'attacher à bâtir (plus de quarante ans après une partition

⁹La *National Democratic Alliance* (l'Alliance démocratique nationale), dont le *Bharatiya Janata Party* (BJP, Parti du Peuple) est la principale composante, escomptait des réactions favorables à la politique qu'elle avait mise en œuvre, son slogan électoral privilégié étant celui de *Shining India*. Certains commentateurs relevèrent néanmoins que l'*Inde brillait* pour une minorité qui constituait 10% du milliard d'habitants du sous-continent, 44% vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Un rappel sans doute nécessaire : les nationalistes hindous, qui sont également connus sous le nom de *Sangh Parivar* (que l'on pourrait mal traduire par *famille des associations*), comprennent plusieurs groupes ou partis politiques. Et nous nous contenterons de citer les deux formations principales : le *Bharatiya Janata Party* et le *Shiv Sena* (l'Armée de Shiva).

¹⁰Dans les années 1980, certaines organisations culturelles hindoues affirmèrent que « le site où se trouvait une... mosquée à Ayodhya était le lieu précis de la naissance du Dieu hindou Ram, et qu'un temple hindou devait par conséquent y être implanté » (Maitra, 1999).

dramatique), fut durablement mise à mal. De sanglantes émeutes *communalistes*¹¹ éclatèrent à travers le pays.

Le 12 mars 1993, la ville de Mumbai fut dévastée par des attentats terroristes : treize voitures piégées explosèrent, tandis que 257 personnes trouvaient la mort. L'Inde pointa alors le doigt vers le Pakistan et l'*Inter-Services Intelligence*. Phénomène nouveau qui augure mal de l'avenir ? L'*ISI*, si l'on se fonde sur les informations communiquées par l'Inde, mobiliserait désormais des recrues indiennes qui seraient ainsi capables d'agir avec le soutien logistique que cet organe leur offrirait. B. Raman, ancien agent de renseignement - à la position importante - dont l'expertise a trait aux « groupes militants islamiques », soulignait tout récemment :

« *L'explosion de plusieurs bombes à Jaipur [le 13 mai 2008], à Bangalore [le 25 juillet 2008] et à Ahmedabad [le 26 juillet 2008] montrent que l'ISI pakistanais a réussi à indianiser le djihad en créant des équivalents indiens du Lashkar-e-Toiba [l'Armée des purs] ou de l'Huji [Harkat-ul-Jihad-e-Islami, Mouvement pour le djihad islamique]. L'ISI continue cependant de définir la ligne générale : aussi avons-nous eu une série d'explosions en Inde juste après l'attentat contre l'Ambassade indienne à Kaboul [le 7 juillet 2008] et l'amplification des hostilités au Cachemire* » (Bhaumik, 29 juillet 2008).

Une telle analyse tend à ignorer deux dimensions : l'*Inter-Services Intelligence* est vraisemblablement composée de tendances ; les plus radicales d'entre elles continuent probablement d'appuyer la dangereuse autonomie que s'arrogèrent les *groupes djihadistes*, alors que les Etats-Unis exigeaient la collaboration pakistanaise dans la *guerre contre la terreur* qu'ils s'apprêtaient à entamer.

S'agirait-il, en tout état de cause, d'exploiter la délicate position des musulmans de l'Union indienne ? L'objectif ultime serait-il de provoquer l'implosion de cet Etat, en contribuant notamment à alimenter la rhétorique nationaliste hindoue qui remet, tout particulièrement, en question la fidélité de la communauté musulmane à la nation ? Autre gageure à laquelle les musulmans sont confrontés : une difficile promotion sociale qui découle - comme le souligna la Commission pour les minorités dans le rapport qu'elle présenta en novembre 2006¹² - non de leur incapacité à emprunter le *cursus honorum* mais d'un rejet à peine voilé de la communauté dominante. Les musulmans indiens peuvent - à juste titre - s'inquiéter que l'extrême-droite, à la recherche de prééminence nationale, les désigne comme des boucs émissaires nécessaires. En effet certaines catégories sociales, frappées par la libéralisation économique dans laquelle l'Inde s'est fermement engagée, seraient prêtes à se laisser séduire par des discours qui s'alarment d'une présence musulmane déclarée trop importante. Les tendances islamistes radicales, quant à elles, escomptent probablement d'une telle dynamique pour nourrir leurs rangs. Elles sont d'ailleurs libres d'exploiter un épisode qui a durablement marqué les mentalités collectives dominantes musulmanes : New Delhi a fait preuve d'un inquiétant attentisme face à ce que l'on n'hésite plus, dans le pays, à qualifier de pogroms antimusulmans, lesquels éclatèrent - dans l'Etat du Gujarat - à la fin du mois de février 2002.

Les élections partielles qui ont récemment eu lieu (au Chattisgarh, à Delhi, dans le Madhya Pradesh, dans le Mizoram et au Rajasthan) ont cependant mis en lumière la maturité de l'électorat indien qui a jugé les gouvernements sortants sur le bilan des politiques qu'ils avaient menées.

¹¹Le terme de « *communalisme* » - *communalism* en anglais - décrit les affrontements entre communautés hindoue, musulmane et sikhe.

Si l'on s'en tient au recensement le plus récent (dont les chiffres furent publiés en 2001), 80,5% de la population indienne est de confession hindoue, tandis que 13,4% des citoyens de l'Union (soit 174 millions de personnes) sont musulmans.

¹²Cf. *Social, Economic and Educational Status of the Muslim Community of India, The National Commission for Minorities Recommendations on Sachar Report*, novembre 2006, http://minorityaffairs.gov.in/newsite/sachar/sachar_comm.pdf.

De la nécessité de ménager un Etat pakistanais fragile

Aux lendemains des attentats de Mumbai, les divers services de renseignements indiens cherchèrent à montrer qu'ils n'étaient coupables d'aucune négligence. Toutefois, l'analyse successive des données qu'ils avaient jusque-là récoltées tend, à tout le moins, à souligner une problématique majeure : celle de la mauvaise coordination de ces différentes instances qui s'accordèrent néanmoins toutes à jeter le blâme sur le *Lashkar-e-Toiba (LeT)*. Cette conviction, à lire différents quotidiens internationaux, serait aussi celle des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Washington et Londres auraient cependant décidé de ménager une République Islamique bien fragile qui serait elle-même menacée par les *groupes djihadistes*.

Dès 2002, les services de renseignements indiens avaient - indiquaient-ils - obtenu des informations selon lesquelles le *LeT*, qui opérait dans l'Etat du Jammu et Cachemire, envisageait une stratégie complémentaire. En usant de routes maritimes à travers l'Océan indien, il tentait de frapper des cibles telle la ville de Mumbai qui constituait le poumon économique par excellence de l'Union.

La première réaction d'Asif Ali Zardari et de son Premier ministre, Yousuf Ali Gilani, fut la stupeur. Tentèrent-ils d'imposer leur vision, cherchant à prendre l'armée de cours ? Gilani accepta vraisemblablement l'invitation que Manmohan Singh lançait au Directeur général de l'ISI, le Lieutenant-général Mahmood Ahmed. Puis, Zardari envisagea l'envoi chez son voisin d'un haut responsable de l'*Inter-Services Intelligence*, lequel serait chargé d'appuyer ses collègues indiens. Il précisait cependant qu'une telle démarche était prématurée. Alors que l'on s'interrogeait sur son pouvoir décisionnel, l'administration Zardari privilégia peu à peu un autre discours. Elle déplora que l'Inde ait saisi le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, avant d'explorer toute véritable coopération bilatérale. Cette instance avait - le 28 novembre - condamné les attaques terroristes. Elle avait souligné, dans le texte qu'elle adoptait, « la nécessité de traduire en justice les auteurs » et « les organisateurs... de ces actes répréhensibles de terrorisme » et d'appeler « tous les Etats », respectueux du droit international et des « résolutions du Conseil de sécurité correspondantes, à coopérer activement avec les autorités indiennes ».

Islamabad tenta-t-il à gagner du temps ? Il ne cacha pas son refus d'être placé dans une position subalterne : il proposa la réunion d'une commission d'enquête à laquelle les Conseillers à la Sécurité nationale indien et pakistanais présideraient. Il revenait, ajoutait-il, au gouvernement Singh de lui fournir davantage d'informations afin de le convaincre de l'existence chez lui de ce que l'on nommait pudiquement des « acteurs non-étatiques » (*non-state actors*). New Delhi avait pourtant fait un prisonnier (Ajmal Amir Kasab) qui était rapidement passé aux aveux, confirmant la thèse indienne selon laquelle le *Lashkar-e-Toiba* était l'auteur des attentats. Le père de cet homme qui habitait un petit village du Pendjab pakistanais l'avait d'ailleurs formellement reconnu, sa photo ayant été publiée dans les journaux du pays. La République Islamique se réfugia dans le silence lorsque Kasab demanda à son ambassade à New Delhi une assistance consulaire : elle craignait un piège, nul ne pouvant - d'après elle - assurer qu'il s'agissait là d'un citoyen pakistanais. Elle opposa la même défiance à l'argumentation indienne selon laquelle les neuf autres terroristes étaient aussi de nationalité pakistanaise. Le 7 janvier 2008, Mahmud Ali Durrani affirma cependant que Kasab était effectivement un citoyen pakistanais. Le Conseiller à la Sécurité Nationale fut immédiatement limogé. Toutefois, le gouvernement entérina sa déclaration.

Geste nécessaire ? Le Pakistan - suite à la résolution du Conseil de Sécurité - plaça Hafiz Muhammad Saeed, fondateur du *Jamaat-ud-Dawa (JuD, Centre pour le prosélytisme)*, en résidence surveillée. De plus, il lança une vague d'arrestations à l'encontre des militants du *JuD*, tandis qu'il fermait certains de ses centres, tout particulièrement en *Azad Kashmir*. L'Inde, pour sa part, dénonçait - avec une vigueur nouvelle - le réseau de camps d'entraînement qui permettait à un *Lashkar-e-Toiba* ressuscité de mobiliser les *militants* qui opéreraient en Inde. En effet le *Jamaat-ud-Dawa*, dont la vocation officielle était dédiée aux activités caritatives, avait succédé au *Lashkar-e-Toiba* au début de l'année 2002, lorsque celui-ci avait été interdit. Islamabad avait

alors feint de se plier à une injonction internationale, les Etats-Unis ayant déclaré cette organisation terroriste. Le Pakistan serait-il cette fois-ci prêt à davantage de *sérieux* ? Les médias indiens se demandèrent si les dirigeants du *JuD* - selon un stratagème assez répandu sur le territoire voisin - n'auraient pas été relaxés peu après leur arrestation. Au cours d'un interrogatoire, certains d'entre eux tels l'un des cerveaux présumés des attentats de Mumbai (Zaki Al Rahman Lakhvi) ou Zarar Shah, dirigeant prééminent du *Lashkar-e-Toiba*, auraient toutefois avoué leur culpabilité. Quant au siège du *Jamaat-ud-Dawa* de Muridke (Pendjab), il avait été fermé ; mais cette organisation ne renaîtrait-elle pas bientôt sous un nom d'emprunt ?

Manmohan Singh jouit du soutien diplomatique des puissances internationales dominantes qui ont cependant choisi d'appuyer - à maintes reprises - le gouvernement Zardari, se faisant le garant de sa bonne foi. La *communauté internationale* demeure préoccupée autant par le front afghan que par les *FATA* qui échappent de plus en plus au contrôle d'Islamabad. Il est vrai que plus de 70% du ravitaillement destiné aux forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) opérant en Afghanistan transite via Peshawar. Au demeurant, l'on peut se demander si les commanditaires des attentats de Mumbai n'auraient pas tenté une *diversion*. En visant à pousser Islamabad et New Delhi à masser des troupes le long de la frontière qui les sépare, ne s'agissait-il pas d'apporter quelque répit dans les zones tribales et le long de la *ligne Durand* ?

En tout état de cause, le Pakistan s'attache à - habilement - jouer de l'inquiétude des puissances internationales pour éviter de s'attaquer à la problématique du terrorisme qui, pourtant, le mine de plus en plus. Il argue que son offensive dans les zones tribales et le Swat vise à résoudre un tel enjeu, tandis qu'il ne peut en quelque sorte ouvrir un troisième front au Pendjab. Nombre d'observateurs pakistanais dénoncent le double-jeu suicidaire de leurs dirigeants politiques et militaires, indiquant que ceux-ci n'auraient pas renoncé à tout espoir de restaurer l'hégémonie que le pays exerça un temps sur l'Afghanistan. La République Islamique soufflerait le *chaud et le froid*, luttant par les armes contre les *taliban*, sans cependant leur ôter toute possibilité de reconstituer leurs forces - tout au moins, en certaines zones. En témoignerait la récente relaxe de détenus, soupçonnés d'être de dangereux terroristes, faute d'enquêtes sérieuses autorisant la constitution de dossiers d'accusation.

Ironie, la *communauté internationale* s'alarme de ce que la souveraineté pakistanaise soit menacée. L'Inde estime ainsi que des *frappes chirurgicales* qui viseraient, selon elle, les camps d'entraînement terroristes d'*Azad Kashmir* permettraient de panser un honneur national qui a été profondément blessé. C'est là une stratégie qu'elle a déjà contemplé à plusieurs reprises ; il faut pourtant se demander si l'exemple américain ne ferait pas des émules. En effet les Etats-Unis ont, depuis quelques mois, entamé (avec une régularité dont il est difficile de juger) des *frappes préventives* non plus sur la seule *ligne Durand*, mais à l'intérieur des zones tribales pakistanaises. Le gouvernement Zardari et l'armée continuent, pour leur part, de feindre une indignation dont plus aucun Pakistanais n'est aujourd'hui la dupe. Estimant probablement que ces deux parties font bien peu de cas de l'importance du respect du principe de souveraineté, l'administration Singh tenta, en coulisses, de les inciter à l'autoriser à user d'une stratégie similaire. Elles opposèrent néanmoins un refus net, indiquant que le pays se tenait prêt - si nécessaire - à un affrontement armé. Le Pakistan avait certes été contraint de plier devant les exigences américaines de collaboration aux lendemains du 11 septembre 2001 ; sa direction aujourd'hui bicéphale n'en demeure pas moins unie face à un adversaire hérité d'une décolonisation effectuée à la hâte : l'Inde.

Conclusion

Islamabad déclare qu'aucun ressortissant pakistanais ne sera extradé vers l'Inde ; il est vrai qu'aucun traité de cette nature ne lie les deux pays. En outre, nul n'ignore que New Delhi - en réclamant qu'une quarantaine de personnes lui soient remises - cherche probablement à régler d'anciennes hypothèques : l'implication de Tiger Memon et de Dawood Ibrahim dans les attentats de novembre 2008 n'est pas prouvée. Toutefois ils furent - selon les conclusions

d'enquêtes indiennes - les commanditaires d'autres attentats qui secouèrent l'Union. Quant au Maulana Masood Azhar, chef du *Jaish-e-Mohammad* (l'Armée du Prophète), il demeure un acteur important du mouvement anti-indien du Jammu et Cachemire. L'on prononça également le nom du Général Hameed Gul que l'Inde aurait souhaité interroger, tandis que les Etats-Unis auraient appuyé cette demande. Gul, qui fut directeur général de l'*ISI* de 1987 à 1989, est aujourd'hui retiré des affaires ; il se flatte toutefois de nourrir de profondes sympathies envers les *taliban*. L'Inde, pour sa part, le soupçonne d'avoir présidé à l'expression du mouvement séparatiste armé du Jammu et Cachemire. Au demeurant, elle renonça aisément aux *frappes chirurgicales* en *Azad Kashmir* : cette opération ne visait probablement qu'à réaffirmer son prestige dans la région. New Delhi accepte tacitement que Washington se charge d'éliminer ce que les deux gouvernements s'accordent à nommer des terroristes ; le plus grand nombre d'entre eux aurait en effet quitté l'*Azad Kashmir* suite au tremblement de terre du 8 octobre 2005, s'installant dans les zones tribales.

Tandis qu'il s'évertue à faire taire les cris guerriers des nationalistes hindous, le gouvernement Singh se demande s'il n'a pas déjà perdu la bataille diplomatique. Les bruits de bottes, à la frontière indo-pakistanaise, se font insistants. Peut-être New Delhi craint-il cependant qu'un conflit armé ne précipite la chute de la fédération pakistanaise, donnant corps à la prédiction d'un *Etat failli* qui ne serait pas même capable de restreindre l'*élan* des groupes terroristes que son territoire accueille.

Le gouvernement Zardari semble aisément se prêter au rôle de paravent des hauts-gradés de l'armée de terre qui entendent continuer de définir la politique étrangère pakistanaise ; ceux-ci, unis par la fraternité militaire, paraissent - selon toute vraisemblance - prêts à implicitement endosser les encouragements *peu judicieux* que certains de leurs collègues voire de leurs anciens collègues offriraient aux groupes *militants*. Quant à l'administration civile, elle cherche probablement à montrer qu'elle est mue par un nationalisme égal à celui que l'institution militaire se flatte de cultiver. Elle haussa récemment le ton, se faisant l'ardent défenseur d'une République qui ne reculerait pas devant l'ennemi indien. Le 10 janvier, le Premier ministre Gilani n'hésitait pas à s'insurger de ce que l'on accorde tant d'attention aux attentats de Mumbai, alors même que les événements de Gaza ou les attentats terroristes dont son pays était le théâtre avaient fait bien plus de victimes.

L'Inde s'essaya à deux rappels à l'ordre : tandis que son ministre de l'intérieur, Palaniappan Chidambaram, s'apprêtait à se rendre aux Etats-Unis, muni d'un dossier tendant à prouver l'implication pakistanaise, New Delhi récusait l'usage de l'expression d'« acteurs non-étatiques » pour qualifier les commanditaires des attentats de Mumbai. Il estimait que le commando composé de dix hommes avait bénéficié d'un entraînement et d'un soutien logistique que seul un Etat était à même de proposer. Toutefois, il ne précisait pas que les *groupes djihadistes* étaient désormais à même d'user d'un entraînement qui leur avait probablement été prodigué lorsque aucune ombre n'entachait la collaboration qui les unissait au pouvoir central pakistanais. Chidambaram rappela que New Delhi exigeait que Islamabad s'engageât à ce qu'aucun acteur - qu'il fût étatique ou non-étatique - ne fût, à l'avenir, autorisé à user du sol ou des ressources pakistanaises pour tenter de viser son territoire. Islamabad chercha de nouveau à feindre la désinvolture, qualifiant les pièces du dossier qui lui avait été également communiqué d'informations et non de preuves. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'impatientèrent néanmoins de la mauvaise volonté affichée par un allié qui se considère probablement à l'abri de toute tentative de pression, suite au regain de combattivité de ses forces dans les zones tribales. Le 15 janvier 2008, Islamabad annonça la fermeture de cinq autres camps d'entraînement ; il avait aussi procédé à l'arrestation d'une centaine de dirigeants de divers échelons appartenant à ce que New Delhi nommait le « *Lashkar-e-Toiba/Jamaat-ud Dawa* ». Tel était le sort de Hafiz Mohammed Saeed et de Zaki Al Rahman Lakhvi. Islamabad attendait toujours de l'Inde de véritables preuves, alors qu'il insistait sur la nécessaire réunion d'une commission d'enquête conjointe. Il consentait à charger une équipe de l'Agence d'investigation fédérale de se livrer à cette tâche ; la collaboration de l'*Inter-Services Intelligence* n'était pas mentionnée. Le 18

janvier cependant, le ministre de l'intérieur, Rehman Malik, annonça que toute personne impliquée dans les attentats de Mumbai devait être appréhendée, tandis qu'il reconnaissait une certaine valeur au dossier que l'Inde avait remis à son pays.

Le gouvernement Singh continue ainsi de chercher à mobiliser les puissances mondiales, soulignant que l'objectif des organisations comme le *Lashkar-e-Toiba* est de s'attacher à l'établissement voire la restauration - notamment en Asie du Sud - d'un pouvoir qualifié d'islamique dont l'idéologie serait wahhabite. On ne peut que s'interroger sur la validité de la patiente stratégie qu'a vraisemblablement choisie une *communauté internationale* qui paraît prisonnière des contingences afghanes, lesquelles la contraignent d'ailleurs à taire ses divergences internes. S'interroge-t-elle elle-même sur l'impossible réforme de la structure de gouvernance pakistanaise, sans un renouvellement des élites politique et militaire ? Songe-t-elle à temporiser tandis que s'élaborent, à en croire nombre d'analystes, des schémas de partition du pays dont il est difficile de connaître les auteurs ? Escompte-t-elle des dividendes de la stratégie que semble imaginer l'administration Obama ? Celle-ci envisage ainsi trois volets : un soutien au pouvoir bicéphale pakistanais qui serait incité à s'amender : la continuation des *frappes chirurgicales* dans les *FATA*¹³ ; le règlement du conflit du Cachemire afin d'inaugurer une paix durable dans la région.

Demeure l'enjeu de l'affirmation du modèle indien qui se doit de tenter de trouver un règlement pacifique à des hypothèques qui empoisonnent sa vie politique, tandis qu'il lui faut songer à reconsidérer la projection de sa puissance dans ce que l'on nomme son *arrière-cour* (l'Asie du Sud), afin de parer à toute exploitation du ressentiment que son succès suscite.

¹³Il faut ici souligner le sentiment d'abandon de la population civile des zones tribales et du Swat, laquelle ne dispose guère d'abris qu'elle pourrait regagner lorsqu'elle en aurait d'ailleurs le temps. En outre, elle est l'otage de deux adversaires : les *groupes djihadistes* d'une part et les forces armées pakistanaises de l'autre.

Bibliographie sommaire

- Ali, Tariq, *The Duel. Pakistan on the Flight Path of American Power*, Londres, Simon & Schuster, 2008, 288 p.
- Bloeria, Sudhir S., *Pakistan's Insurgency vs India's Security*, New Delhi, Manas Publications, 2000, 450 p.
- Blom, Amélie, Jaffrelot, Christophe, *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Bruxelles, Complexe, 1999 et 2002, 143 p.
- Bose, Sumantra, *The Challenge in Kashmir. Democracy, Self-Determination and a Just Peace*, New Delhi, Sage Publications, 1997, 211 p.
- Chari, P.R., *Indo-Pak Nuclear Standoff. The Role of the United States*, New Delhi, Manohar, 1995, 256 p.
- Chitkara, M.G., *Kashmir Imbroglio. Diagnosis and Remedy*, New Delhi, APH Publishing Corporation, 1996, 304 p.
- Kacowicz, Arie Marcelo, *Peaceful Territorial Change*, Colombia, University of South Carolina Press, 1994, 390 p.
- Jaffrelot, Christophe (dir.), *Le Pakistan*, Paris, Fayard, 2000, 503 p.
- Hussain, Syed Shabbir, *Ayub, Bhutto and Zia*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 2001, 379 p.
- Nanda, K.K., Lieutenant Général, *Conquering Kashmir-A Pakistani Obsession*, New Delhi, Lancers Books, 1994, 400 p.
- Racine, Jean-Luc, *Cachemire. Au péril de la guerre*, Paris, Autrement, 2002, 160 p.
- Rahman, Mushtaqur, *Divided Kashmir. Old Problems, New Opportunities for India, Pakistan and the Kashmiri People*, New Delhi, Bahrison, 1996, 219 p.
- Reynolds, Nathalie, *Le Cachemire dans le conflit indo-pakistanaï (1947-2004)*, Paris, L'Harmattan, Point sur l'Asie, 2005, 340 p.
- Siddiq, Ayesha, *Military Inc. Inside Pakistan's Military Economy*, Karachi, Oxford University Press, 2007, 292 p.

Articles et autres publications :

- Accord with India to fight terror together: FIA, CBI to work in concert; visa regime to be liberalised*, *The Dawn*, Karachi, 26 novembre 2008, www.dawn.com.
- 'Ajmal is my son', *The Kashmir Times*, Jammu, 12 décembre 2008, www.kashmirtimes.com.
- Bhaumik, Subir, *Indian intelligence gropes in the dark*, 29 juillet 2008, www.bbc.co.uk.
- Cederwell, William, *What they said about ... the Indo-Pak talks*, *The Guardian*, Londres, 27 novembre 2004, www.guardian.co.uk.
- Cherian John, *Axis of terror*, *Frontline*, Chennai, volume 25, N°25, 6-19 décembre 2008, www.hinduonnet.com.
- China urges Pakistan, India to reduce tension* Muhammad Tahir Khan, *The Frontier Post*, Peshawar et Quetta, 16 décembre 2008, <http://frontierpost.com.pk>.
- Hoodbhoy, Pervez, *The Saudi-isation of Pakistan*, *Newsline*, Karachi, décembre 2008, www.newsline.com.pk.
- Hussain, Zahid, *Pakistan's Hour of Reckoning*, *Newsline*, Karachi, décembre 2008, www.newsline.com.pk.
- Iqbal, Anwar, *Pakistan, Afghanistan will be Obama's priority: Hillary*, *The Dawn*, Karachi, 14 janvier 2009, www.dawn.com.
- Iqbal, Anwar, *Pakistan had historic ties with Lashkar: Rice*, *The Dawn*, Karachi, 9 décembre 2008, www.dawn.com.
- Jamwal, Anuradha Bhasin, *India-Pakistan Peace Process: Roadblocks & Way Ahead*, *Kashmir Affairs*, mars 2008, www.kashmiraffairs.org.
- Khan, Iftikhar A., *'Surgical strike' speculation quashed*, *The Dawn*, Karachi, 25 décembre 2008, www.dawn.com.
- Le Conseil de sécurité condamne les attaques terroristes à Mumbai*, *Centre d'actualités de l'ONU*, www.un.org.
- Maitra, Romain, *Hindouisme et nation*, *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 1999, www.monde-diplomatique.fr.
- Mansingh, Lalit, *LeT It Be Known: This Is Lakhvi. Passion for jihad has defined the life of Lashkar-e-Toiba operations chief*, *Outlook*, New Delhi, 19 janvier 2009, www.outlookindia.com.

Mumbai attacks: Pak 'net loser' of situation, says Zardari, The Kashmir Times, Jammu, 14 décembre 2008, www.kashmirtimes.com.

Mumbai attack to dominate Security Council meet on Tuesday, The Hindu, New Delhi, 9 décembre 2008, www.thehindu.com.

Naqvi, Jawed, Zardari suggests accord to avoid nuclear conflict in S. Asia, The Dawn, Karachi, 23 novembre 2008, www.dawn.com.

Operation continues against LeT-Dawa, The Dawn, Karachi, 9 décembre 2008, www.dawn.com.

Pakistan has taken positive steps: US, The Dawn, Karachi, 9 décembre 2008, www.dawn.com.

Pak places Masood Azhar under house arrest, The Indian Express, New Delhi, 9 décembre 2008, www.indianexpress.com.

Parvaiz, Athar, Indo-Pak ties can't improve till terror stops: PM, The Kashmir Times, Jammu, 14 décembre 2008, www.kashmirtimes.com.

Raza, Syed Irfan, Pakistan will ignore Kasab's consular plea, The Dawn, Karachi, 25 décembre 2008, www.dawn.com.

Social, Economic and Educational Status of the Muslim Community of India, The National Commission for Minorities Recommendations on Sachar Report, novembre 2006, <http://minorityaffairs.gov.in>.

Subramanian, Nirupama, Shut down LeT operations, India tells Pakistan, The Hindu, New Delhi, 9 décembre 2008, www.hindu.com.

Swami Praveen, Lethal lapse, Frontline, Chennai, volume 25, N°25, 6-19 décembre 2008, www.hinduonnet.com.

Syed, Baqir Sajjad, Extradition demand rejected in response to demarche, The Dawn, Karachi, 9 décembre 2008, www.dawn.com.

Usher, Graham, Dangerous Liaisons: Pakistan, India and Lashkar-e Taiba, Middle East Report Online, 31 décembre 2008, www.merip.org.

US papers question Pakistan's version, The Dawn, Karachi, 15 décembre 2008, www.dawn.com.

26/11 dossier mere info not proof: Gilani, The Times of India, New Delhi, 13 janvier 2009, <http://timesofindia.indiatimes.com>.